



United Nations
Convention to Combat
Desertification

World Future Council



VOIX DES GÉNÉRATIONS FUTURES

Lutte contre la désertification
et la dégradation des terres
Les meilleures politiques
au monde



FUTURE POLICY
AWARD 2017



La dégradation des terres est une crise généralisée et progressant lentement qui déstabilise des nations et des communautés à l'échelle mondiale. Les sécheresses sont plus meurtrières que toute autre catastrophe climatique. Les conflits parmi les communautés au sujet du manque d'eau s'accroissent. Renverser les effets de la dégradation des terres est non seulement possible mais constitue également l'étape logique de l'agenda de développement durable mondial et suivi par les gouvernements à tous les niveaux.

Monique Barbut, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD)



Le Future Policy Award (Prix de la Politique d'Avenir) identifie et célèbre les lois et politiques exemplaires répondant aux défis politiques les plus urgents auxquels la communauté mondiale fait face aujourd'hui. Le prix récompense les réussites dans l'élaboration et l'application de politiques ainsi que les nouvelles approches visionnaires. Nous nous engageons à garantir que ces solutions soient partagées dans le monde pour inspirer de nouveaux progrès vers un monde durable et pacifique.

Alexandra Wandel, Directrice et vice-présidente, Conseil d'administration, World Future Council



La dégradation des terres a des conséquences d'une grande portée mais la prévention et la restauration ont des conséquences d'une plus grande envergure. Nous devons nuancer notre discours sur les conséquences négatives de la dégradation des terres en mettant en avant des modèles de réussite en matière de gestion durable des terres. Les gouvernements devraient apprendre de ces meilleures politiques et de leur mise en œuvre réussie. Il est temps d'entrer dans l'âge de la restauration.

Luc Gnacadja, ancien Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD); ancien Ministre de l'Environnement, de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Développement régional du Bénin; membre du World Future Council

POLITIQUES RÉCOMPENSÉES

OR

Éthiopie, région du Tigré: industrialisation tirée par le développement agricole sur la base de la conservation (ADLI, 1994) soutenu par des campagnes de mobilisation de masse (1991) et la politique «Une terre pour la jeunesse» (2008)
L'interprétation par la région du Tigré de la stratégie de développement de l'Éthiopie se concentre sur l'auto-suffisance alimentaire et la croissance économique via la conservation des terres et la promotion de l'agriculture durable. Grâce à une combinaison unique d'action collective, de volontariat et d'implication de la jeunesse, les populations du Tigré restaurent leurs terres à grande échelle.

ARGENT

Brésil: programme «Cistern» (2003, intégré dans la loi en 2013)

Ce programme consiste en une méthode participative ascendante (dite bottom-up) visant à fournir de l'eau pour la consommation, l'agriculture et l'élevage du bétail dans la région semi-aride du Brésil exposée à la sécheresse via une technologie simple de récupération de l'eau de pluie. Cela permet aux populations les plus pauvres de la région de contrôler leurs propres besoins, de générer des revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire et d'apprendre à ne pas seulement survivre mais à prospérer dans cette région semi-aride.

ARGENT

Chine: loi de la République Populaire de Chine sur la prévention et le contrôle de la désertification (2002)

C'est la première loi intégrée au monde dédiée à la lutte contre la désertification. Elle fournit un cadre pour le programme national d'action chinois et accueille les projets visant à réhabiliter les terres à risque. Au cours des 15 dernières années, la Chine a inversé la tendance de la désertification. Ce n'est pas un hasard si durant la même période, le pays a sorti de la pauvreté 700 millions de personnes.

VISION

International: initiative 4 pour 1000: les sols pour la sécurité alimentaire et le climat (2015)

Cette initiative politique de sensibilisation de haut niveau introduit un nouveau concept visant à atténuer le changement climatique en augmentant de 0,4 pour cent chaque année la quantité de carbone contenu dans les 30-40 premiers centimètres des sols agricoles. Elle encourage un changement radical dans la pratique de l'agriculture.

BRONZE

Australie: programmes «Zones Protégées Indigènes» (1997) et «Œuvrer pour le pays: gardes-forestiers indigènes» (2007)

Les gardes-forestiers indigènes sont en première ligne du combat contre la dégradation environnementale dans toute l'Australie. 75 zones protégées indigènes recouvrant plus de 67 millions d'hectares constituent à présent plus de 44 pour cent du système de réserve national (National Reserve System) et ont créé la plus grande zone contiguë de terres arides protégées au monde.

Jordanie: nouvelle stratégie pour les pâturages de Jordanie (2013/2014)

Les bédouins de Jordanie ont gérés leurs pâturages via leurs propres systèmes de titres de propriété et droits de pâturage appelés «hima» pendant des millénaires. La stratégie pour les pâturage adopte ce concept holistique traditionnel qui intègre efficacement ressources naturelles, vie communautaire, éthique, bien-être animal, etc.

Niger: initiative 3N «Les Nigériens Nourrissent les Nigériens: stratégie pour la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement agricole durable» (2011-2015, 2016-2021)

Cette initiative intersectorielle à grande échelle améliore le développement de l'agriculture durable et de la résilience socio-économique des agriculteurs et des éleveurs. Cette politique a été développée via un processus inclusif et participatif. Depuis 2011, le Niger a réduit la proportion de personnes souffrant de la faim de 50 pour cent.

40 %

de la population mondiale (jusqu'à 2,8 milliards de personnes) vivent maintenant dans des régions où l'eau est rare (ONU-Eau)

25 %

des terres dans le monde sont fortement dégradées (FAO)

325 millions

de personnes en Afrique vivent dans des régions arides, soit presque la moitié de la population du continent (CEE-ONU)

52 %

des terres utilisées pour l'agriculture sont moyennement ou fortement touchées par la dégradation des terres (Nations Unies)

135 millions

de personnes risquent d'être déplacées par la désertification dans les décennies à venir en raison de pénuries d'eau et de nourriture (Forum Humanitaire Mondial)

2 milliards

d'hectares de terres dégradées dans le monde (une superficie plus grande que celle de l'Amérique du Sud) peuvent voir leurs terres réhabilitées et leurs forêts restaurées. (WRI)

2 milliards

de personnes dans le monde dépendent de 500 millions de petites exploitations agricoles pour leur sécurité alimentaire (FIDA)

3 milliards

de tonnes de carbone par an peuvent potentiellement être stockées dans les sols en restaurant les terres dégradées (étude menée par le professeur Rattan Lal, Université d'État de l'Ohio)



FUTURE POLICY AWARD 2017

Chers lecteurs,

Au World Future Council, nous imaginons un futur durable, juste et pacifique où les droits universels sont respectés. Avec notre Future Policy Award annuel, nous cherchons, identifions et diffusons les solutions politiques les meilleures et les plus durables. En 2017, en partenariat avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), nous mettons l'accent sur les lois et les politiques contribuant à la protection de la vie et à la subsistance dans les régions arides et aidant à atteindre l'objectif de développement durable 15.3 visant à lutter contre la désertification, restaurer les terres et les sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et à s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des sols.

Un appel aux nominations a été envoyé à plus de 600 experts d'organisations intergouvernementales, d'organisations à but non lucratif, d'institutions académiques et de recherche, d'organismes gouvernementaux, de banques de développement et d'autres institutions notables actives dans ce secteur. Vingt-cinq politiques issues de 18 pays ont été nominées, ainsi qu'une politique de l'Union européenne et une initiative internationale. Ces nominations venant de tous les continents reflètent un large éventail d'approches d'élaboration de lois et de politiques abordant différents aspects de ce sujet complexe.

Il est spécifié dans la conception du prix 2017 que pour pouvoir être qualifiées, les politiques doivent contribuer spécifiquement à l'objectif 15.3 des ODD. La désertification et la dégradation des terres est une menace majeure pour la sécurité alimentaire et les efforts de réduction de la pauvreté. Vous noterez que l'ODD 1, éradication de la pauvreté, et l'ODD 2, lutte contre la faim, sont traités de différentes manières par les politiques récompensées. Certaines politiques sont centrées sur la gestion de l'eau et sont

donc fortement liées à l'ODD 6, eau salubre; d'autres se concentrent particulièrement sur la fin des discriminations à l'égard des femmes et des filles et à la réduction des inégalités, ODD 5 et 10.

Notre évaluation des politiques est basée sur les «Sept Principes des Lois Justes pour les Générations Futures». Le principe 1, «le devoir d'assurer une utilisation durable des ressources naturelles», nous guide pour sélectionner les politiques s'attaquant à la désertification et à la dégradation des terres en utilisant des approches globales, intégrées au niveau du paysage. Le «principe d'égalité» requiert que les politiques abordent les problèmes de pauvreté, améliorent la justice sociale, l'égalité des sexes et les droits des peuples autochtones et reconnaissent les besoins des générations futures. Restaurer des terres est un travail difficile qui requiert souvent du travail manuel. Notre «principe de participation publique» nous guide pour donner une meilleure note aux politiques si non seulement elles incluent les habitants locaux comme travailleurs et bénéficiaires mais engagent également les communautés rapidement dans le processus de conception de la politique.

En résumé, les politiques obtiennent une note élevée à l'évaluation du Future Policy Award, non seulement en promouvant l'utilisation durable des ressources mais également l'égalité, l'éradication de la pauvreté, la participation communautaire et la résolution pacifique des conflits.

Nous cherchons à inspirer les législateurs dans le monde avec ces politiques récompensées pour leur caractère exemplaire et espérons voir leurs éléments clé propagés et adoptés dans les mois et années à venir.

Cordialement,
L'équipe du Future Policy Award 2017



GAGNANT DU PRIX D'OR

Éthiopie, région du Tigré: industrialisation tirée par le développement agricole sur la base de la conservation (ADLI, 1994) soutenue par des campagnes de mobilisation de masse (1991) et la politique «Une terre pour jeunesse» (2008)

«Plus de monde, moins d'érosion»: la région du Tigré en Éthiopie, habitée par plus de 4,3 millions de personnes, montre que cette initiative peut être une réalité. Grâce à une action collective unique, le volontariat et l'implication de la jeunesse, les populations du Tigré restaurent leurs terres à une grande échelle.

Une vaste transformation du paysage

- La gestion systématique des montagnes et des coteaux avec des murs de pierres et des trous a rechargé les niveaux des nappes phréatiques. Depuis 1991, des activités de conservation des terres et de l'eau ont été effectuées sur 960 000 hectares (12 pour cent de la surface de la région) et 1,2 million d'hectares (15 pour cent) ont été fermés pour permettre à la végétation de se rétablir.
- L'érosion a fortement diminué. La réduction de l'érosion en nappe et en rigole résulte de changements au sein de la culture de couverture (48 pour cent) et la pratique de conservation (29 pour cent).
- L'adoption des pratiques de l'agriculture durable telles que la construction de terrasses en pierre et de micro-barrages, la mise en place de clôtures et de lots boisés communautaires, la régulation des zones de pâturages, la réduction du brûlage et l'application d'engrais et de compost a fortement contribué à l'auto-suffisance alimentaire et à la croissance économique.

La stratégie de développement du gouvernement éthiopien se nomme ADLI (industrialisation tirée par le développement agricole). L'objectif de l'ADLI n'est pas le même dans tous les États. La région de Tigré a ajouté «sur la base de la conservation» à cette straté-

gie et met en avant la participation de la population comme l'un des principes sous-jacents pour le développement de l'agriculture. L'ADLI de la région de Tigré a initié un investissement international important et a été mis en place via plusieurs politiques et programmes.

Mobilisation de masse

Il est attendu des villageois du Tigré qu'ils contribuent 20 jours par an bénévolement à la construction de biens publics et de production tels que des terrasses, des projets d'irrigation et des infrastructures publiques. Cependant, avant ce travail physique, la planification de projets suit une méthode ascendante (dite de bottom-up) avec une participation au niveau local. La communauté s'organise en groupes de développement et en associations d'hommes, de femmes et de jeunes. Pendant le travail communautaire, les chefs de groupes répartissent avec les officiers du Bureau de l'agriculture les personnes et les tâches et s'assurent que le travail est effectué. Dans une étude de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (2011), les agriculteurs ont déclaré que leurs motivations pour participer étaient «l'amélioration de leur vie, l'augmentation de la production vivrière et l'augmentation de la disponibilité des nappes phréatiques». L'étude relève qu'il est «remarquable que la perception de la dégradation des terres et la conscience du problème ont également joué un rôle énorme dans leur volonté de contribuer à ce travail pour la conservation écologique».

Groupes de jeunes

Le mécanisme central de la politique «Une terre pour la jeunesse» est de donner des certificats de propriété

légaux et un soutien aux jeunes sans propriété. En échange, ils restaurent les terres communales dégradées. Des groupes forment des organisations coopératives locales basées sur le droit coopératif et développent leur propres règlements. Ils élisent un conseil, demandent un plan d'affaires et sont sujets à un contrôle régulier. Une équipe de recherche sur la politique a conclu qu'il y a un degré important de conformité avec les principes de conception du prix Nobel Elinor Ostrom parmi les groupes de jeunes et que le modèle de groupe de jeunes se montre prometteur en tant qu'approche pour engager des jeunes sans propriété et sans emploi dans des activités productives et comme gardiens de l'environnement dans d'autres régions du monde.

«La région du Tigré en Éthiopie est désormais plus verte qu'elle ne l'a jamais été ces 145 dernières années. Cela n'est pas dû à une augmentation des

précipitations mais à l'investissement humain dans la restauration des terres dégradées les rendant plus productives. Une restauration à grande échelle dans des conditions environnementales difficiles (fortes pentes, sols pauvres) a été possible car le gouvernement régional du Tigré a décidé de faire de la restauration un pilier de sa stratégie de développement. Il a développé un ensemble de bonnes politiques et les populations du Tigré ont été mobilisées pour investir leur travail dans des activités de restauration. En environ 15 ans, des hommes, des femmes et des enfants ont déplacé au moins 90 millions de tonnes de terres et de pierres pour restaurer leurs paysages sur environ 1 million d'hectares. Dans ce processus, de nombreuses communautés ont surmonté les conséquences du changement climatique.»

Chris Reij, Attaché supérieur, WRI





VAINQUEUR DU PRIX D'ARGENT

Brésil: programme «Cistern» (2003)
désormais régi par la loi 12 873 (2013)
en tant que programme national de
«soutien à la récolte des eaux de pluies
et autres technologies sociales pour
l'accès à l'eau»

Cette politique a été introduite dans le but de promouvoir l'installation d'1 million de citernes de collecte des eaux de pluie afin de fournir suffisamment d'eau potable aux populations rurales les plus pauvres de la région semi-aride brésilienne pendant la saison sèche. Depuis 2011, l'initiative originale est complétée par l'approvisionnement de citernes supplémentaires plus grandes permettant aux familles de collecter l'eau à des fins productives telles que la culture d'aliments, mais aussi l'élevage de bétail afin de générer des revenus et de renforcer la sécurité alimentaire.

Ces citernes permettent aux petits agriculteurs et à leur famille de devenir les protagonistes de leur propre développement durable. Des habitants locaux sont formés à la gestion durable de l'eau et aux techniques agricoles écologiques localement adaptées et encouragés à stocker leurs ressources (eau, graines, nourriture, fourrage, etc.) afin de pouvoir les utiliser pendant les périodes de sécheresse et d'adversité. Les principes clés de cette politique sont la propriété et la prise de décision locales, l'utilisation de main d'œuvre et de matériaux de construction locaux et l'intégration de formations dans le programme. L'accent principal est mis sur la réduction de la charge énorme pesant sur les femmes et les enfants responsables de la collecte de l'eau, tâche qui, sans citerne, peut durer plusieurs heures chaque jour.

Un mouvement social

Le programme «Cisterns» a été initié, et est toujours mené, par un mouvement social ingénieux. En 1999, des organisations de société civile lancent la « Déclaration de la région semi-aride brésilienne » appelant à une coexistence durable avec la sécheresse et pas seulement à un soulagement de cette sécheresse. Le travail commence via des groupes de la société civile, d'églises et d'unions locales soutenus par des ONG et

des donateurs. En 2003, l'initiative est adoptée par le gouvernement fédéral et le programme «Cisterns» devient un acteur clé de la nouvelle stratégie brésilienne «Fome Zero» de lutte contre la faim. La loi de 2013 formalise le programme, facilitant et rationalisant ainsi son exécution. La construction de citernes en est fortement accélérée: pour la seule année 2014, le programme construit un peu plus de 360 000 citernes, 300 000 pour la consommation humaine et 60 000 destinées à la production.

Vivre avec la sécheresse – démocratiser l'accès à l'eau

- 1,2 millions de citernes sont construites entre 2003 et 2016 au bénéfice de 4,5 millions d'habitants de la région semi-aride. L'objectif d'1 million est atteint en 2014 et le programme se poursuit. Les citernes domestiques de 16 000 litres peuvent approvisionner une famille de cinq personnes en eau potable, de cuisine et de lavage pendant une saison sèche d'au moins huit mois.
- 200 000 réservoirs d'eau destinés à la production ont également été construits. Ces citernes de 25 000 litres ont aidé des familles à passer d'une agriculture de subsistance à une production plus diversifiée (incluant la culture de plantes indigènes bien adaptées, l'élevage de bétail et l'apiculture) afin de compléter leur régime alimentaire et leurs revenus. Certains agriculteurs vendent leurs excédents de production au programme d'achat alimentaire gouvernemental, qui les utilise pour lutter contre la faim en proposant par exemple des repas scolaires gratuits. Près de 5000 citernes ont également été produites pour approvisionner des écoles rurales en eau.
- La politique a fait du droit d'accès à l'eau une réalité pour des millions de personnes tout en s'attachant à

éradiquer la pauvreté et à assurer la sécurité alimentaire.

- Désormais, les gens sont beaucoup moins nombreux à quitter la région à cause de la sécheresse. Depuis 2012, la région a vécu l'une des pires sécheresses jamais enregistrée. La situation est extrêmement difficile mais les rapports indiquent que les conséquences les plus nocives de la sécheresse (mortalité infantile, famine, exode) auparavant

très répandues dans la région semi-aride n'ont pas lieu.

- Pour les femmes, cette politique est une révolution. Des citernes sont enregistrées au nom de la maîtresse de maison, ce qui leur donne, outre la propriété et la responsabilité, un rôle de premier plan dans l'approvisionnement de leur famille et de leur communauté.





VAINQUEUR DU PRIX D'ARGENT

Chine: loi de la République populaire de Chine sur la prévention et le contrôle de la désertification (2002)

Cette loi fournit un cadre légal destiné à favoriser la mise en place du programme d'action national chinois de lutte contre la désertification et à accueillir des projets de réhabilitation et de revégétalisation de terres menacées, de la Grande muraille verte à des initiatives locales de plantation d'arbres. Il s'agit de la première loi intégrée au monde dédiée à la lutte contre la désertification.

La désertification: une tendance à inverser

La désertification et la dégradation des terres sont les menaces écologiques les plus sérieuses vis-à-vis de la Chine, affectant plus de 400 millions de personnes. La loi susmentionnée soutient les efforts du pays pour relever ces défis.

- Selon les résultats d'une étude de suivi nationale menée en 2004, achevée peu de temps après la promulgation de cette loi, la zone de désertification s'étendait sur 2,6 million de km², soit 27 pour cent du territoire total de la Chine. Le gouvernement a annoncé en juin 2017 que la zone de désertification en Chine avait diminué de 1980 km² en moyenne par an entre 2010 et 2014, soit une baisse plus importante qu'entre 2005 et 2009 (1717 km² par an) et qu'entre 2000 et 2004 (1283 m²). Cela représente un progrès remarquable. Dans son rapport de 2006 à la CNULCD, la Chine indiquait qu'à la fin du 20^{ème} siècle, la zone de désertification s'étendait de 10 400 km² chaque année.
- La Chine a pour objectif de réhabiliter 10 millions d'hectares de désert entre 2016 et 2020, soit plus de la moitié des terres désertiques récupérables du pays.
- Les tempêtes de sable sont un problème considérable en Chine, où elles affectent de nombreuses grandes villes. La zone désertifiée à cause de

l'érosion due au vent mesurait 1,8 million de km² en 2004. Cette désertification éolienne est, d'après les rapports, passée d'une expansion de 3600 km² par an entre 1988 et 2000, à une régression de 1375 km² par an entre 2000 et 2010. Pékin ne connaît plus que deux ou trois tempêtes de sable chaque année, contre plus de 13 dans les années 2000, selon les données officielles publiées en 2016.

Une action gouvernementale forte

Afin de lutter contre la désertification, le gouvernement a engagé des mesures fortes depuis de nombreuses décennies, l'intervention la plus importante étant la ceinture protectrice intergénérationnelle des Trois-Nord appelée projet «Grande muraille verte» et lancée en 1978, projet dans le cadre duquel ont été plantés plus de 66 milliards d'arbres sur 30 millions d'hectares de terrain au nord, au nord-est et au nord-ouest du pays. La Chine signe la CNULCD en 1994 et la ratifie en 1997. En 1994 est créé le Bureau national de lutte contre la désertification, et en 1996, la Chine présente à la CNULCD son premier programme d'action national de lutte contre la désertification, mis à jour en 2000 et 2003.

Ce programme d'action national se divise en trois niveaux: les projets nationaux clés à grande échelle, les projets de démonstration régionaux et les projets locaux non gouvernementaux et privés. La loi susmentionnée fournit un cadre légal favorisant la mise en place de ce programme d'action national ainsi que des nombreux projets intégrés visant à contrôler la désertification. Le plan est décrit comme une «politique souple» contrairement à ladite loi, qualifiée de «politique rigide».

Placée sous l'égide du Conseil des affaires de l'État, l'administration publique des forêts a pour mission

d'organiser, de coordonner et de guider les efforts de mise en place de cette loi. Les gouvernements populaires locaux au niveau de la province ou à un niveau supérieur sont chargés de prendre des mesures efficaces de lutte contre la désertification en conformité avec la loi. Les sociétés privées sont de plus en plus actives.

La loi stipule les activités prohibées sur les terres concernées ou menacées par la désertification, telles que couper ou déraciner des arbustes, et prévoit la création de réserves dans lesquelles toutes les activités

pouvant endommager la végétation sont interdites. Elle fournit également la base légale nécessaire à la création d'un système d'incitation coûts-bénéfices afin d'encourager la réhabilitation des terres par ses usagers. Cela peut inclure des récompenses financières, des exonérations de taxe et des droits d'exploitation de terres pouvant aller jusqu'à 70 ans. Ladite loi permet également d'accorder des compensations financières à des personnes passant à une utilisation des terres plus durable, en passant par exemple d'une exploitation agricole ou en pâturage à une exploitation forestière.





VAINQUEUR DU PRIX VISION AWARD

**International: initiative 4 pour 1000:
les sols pour la sécurité alimentaire et le
climat (2015)**

L'initiative 4 pour 1000 introduit un nouveau concept visant à atténuer le changement climatique en augmentant de 0,4 pour cent chaque année la quantité de carbone organique contenu dans les 30-40 premiers centimètres des sols agricoles. Ce procédé encourage les techniques d'agriculture luttant contre l'érosion des sols tout en améliorant la santé des sols, telles que l'agroécologie, l'agroforesterie, l'agriculture de conservation, ou la gestion des paysages. Par cette initiative, l'agriculture prend une place centrale dans le combat contre le changement climatique tout en produisant davantage de nourriture. L'initiative joue un rôle de pionnier en proposant un discours neuf et en attirant l'attention sur la santé des sols.

De petits changements aux grands effets

Même une variation très faible du stock de carbone contenu dans les sols peut avoir des conséquences à grande échelle à la fois sur la productivité agricole et sur le bilan des gaz à effet de serre. Un taux de croissance annuel de 4 pour 1000 du stock de carbone contenu dans les sols pourrait permettre de stopper l'accroissement actuel du CO₂ atmosphérique tout en contribuant à limiter l'augmentation de la température mondiale moyenne à +1,5/2 °C. L'augmentation du carbone contenu dans les sols est également un outil majeur pour améliorer la fertilité des sols et la production agricole.



Une aide de haut niveau

Cette initiative politique de haut niveau a été lancée en France en 2015 pendant le 21^{ème} Conférence des Parties (COP 21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et a été immédiatement soutenue par plus de 20 ministres européens et d'autres hauts responsables politiques. Cette initiative lancée par la communauté scientifique se développe via un processus unique et transparent faisant intervenir une série de partenaires, dont de petits agriculteurs.

Bien que relativement récente, cette initiative a déjà reçu une approbation et un soutien de haut niveau à l'échelle internationale. En mai 2017, 34 pays étaient partenaires (parmi lesquels de nombreux pays européens ainsi que l'Australie, le Mexique et l'Éthiopie), de même qu'un grand nombre d'organisations internationales, instituts de recherche, organisations de producteurs, ONG, partenaires de développement, fondations et entreprises. L'initiative est ouverte à toutes les parties prenantes. Les partenaires s'engagent dans un plan d'action volontaire visant à préserver et augmenter le stock de carbone contenu dans les sols.

1,2 milliard de tonnes de carbone pourrait être stocké chaque année dans les sols agricoles (terres cultivables et pâturages). 24 à 40 millions de tonnes supplémentaires de céréales pourraient être produites chaque année en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, en stockant une tonne de matière organique par hectare de terrain. www.4p1000.org

La séquestration du carbone dans les sols est une stratégie gagnant-gagnant. Elle améliore la santé des sols, renforce les services écosystémiques essentiels et transforme le problème de l'agriculture en solution. La séquestration du carbone dans les sols est une passerelle vers le futur. Elle permet à l'humanité de gagner du temps, le temps que des sources de carburant à faible teneur en carbone ou exemptes de carbone prennent effet.

Professeur Rattan Lal, Professeur émérite des sciences du sol à l'Université d'État de l'Ohio

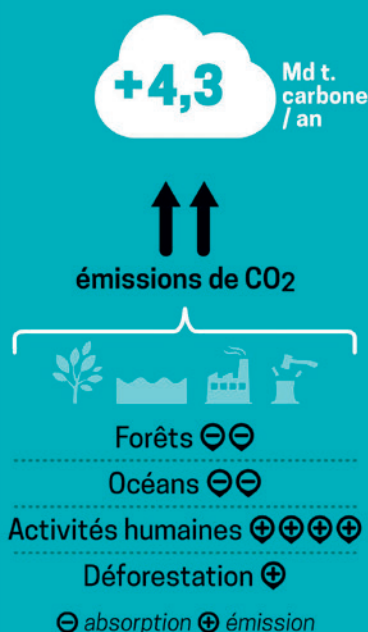
LE 4 POUR 1000

LA SÉQUESTRATION DU CARBONE DANS LES SOLS POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE CLIMAT

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt



La quantité de carbone contenue dans l'**atmosphère** augmente chaque année de **4,3 milliards de tonnes**



Les **sols** du monde contiennent sous forme de matières organiques **1 500 milliards de tonnes** de carbone

absorption de CO₂ par les végétaux



stockage de carbone organique dans les sols

1500 Md t. carbone

Si on augmente de 4‰ (0,4%) par an la quantité de carbone contenue dans les sols, on stoppe l'augmentation annuelle de CO₂ dans l'atmosphère, en grande partie responsable de l'effet de serre et du changement climatique

augmentation de l'absorption de CO₂ par les végétaux :



sols cultivés, prairies, forêts...



stockage de **+4‰** de carbone dans les sols mondiaux

= des sols + fertiles
= des sols + adaptés aux effets du changement climatique

COMMENT STOCKER PLUS DE CARBONE DANS LES SOLS ?

Plus on couvre les sols, plus les sols sont riches en matière organique, et donc en carbone. Jusqu'à présent, la lutte contre le réchauffement climatique s'est beaucoup focalisée sur protection et la restauration des forêts. En dehors des forêts, il faut favoriser le couvert végétal sous toutes ses formes.



Ne pas laisser un sol nu et moins travailler le sol ;
ex. : les techniques sans labour



Introduire davantage de cultures intermédiaires, intercalaires et de bandes enherbées



Développer les haies en bordure des parcelles agricoles et l'agroforesterie



Optimiser la gestion des prairies, par exemple allonger la durée de pâturage



Restaurer les terres dégradées, par ex. les zones arides et semi arides du globe

« Cette initiative internationale permet de concilier les objectifs de **sécurité alimentaire** et de **lutte contre le changement climatique**, et donc d'engager dans la COP21 l'ensemble des pays concernés. »

Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt



VAINQUEUR DU PRIX DE BRONZE

Australie: programmes «Zones Protégées Indigènes» (1997) et «Œuvrer pour le pays: gardes-forestiers indigènes» (2007).

Des Zones Protégées Indigènes (Indigenous Protected Areas - IPA) sont établies après une consultation poussée au sein d'une communauté indigène spécifique donnant lieu à un accord sur un plan de gestion destiné à préserver et protéger les terres, les eaux, la biodiversité et les valeurs culturelles de ladite zone pour les générations présentes et à venir. Les IPA sont gérées par des partenaires indigènes avec le soutien du gouvernement fédéral, conformément à des contrats basés sur des critères satisfaisant aux exigences de l'UICN. Le programme «Œuvrer pour le pays» a été lancé afin de fournir des emplois qualifiés et rémunérés à des gardes-forestiers indigènes et de les missionner dans ces IPA généralement reculées. Ces programmes sont conçus avec souplesse afin de permettre à chaque groupe indigène de fixer ses propres objectifs et méthodes. À ce jour, 75 IPA constituent 44,7 pour cent de la Réserve nationale australienne et constituent la plus grande zone contiguë de terres arides protégées.

Des valeurs indigènes de gestion des terres

Le concept du programme «gardes-forestiers» fait appel, en les remettant à l'honneur, aux compétences de la population indigène et combine leur savoir traditionnel en matière d'écologie et de culture avec les pratiques de la science occidentale. Le succès de ce programme est dû à la valorisation des compétences et des priorités indigènes, à une connexion étroite avec la terre, à des accords de travail flexibles permettant des engagements familiaux et culturels, et à la confiance basée sur des accords fondateurs à long terme. Le programme s'est développé et soutient 110 groupes de gardes-forestiers dans toute l'Australie, employant chaque année plus de 2600 gardes-forestiers indigènes à temps plein, à temps partiel et en emploi saisonnier, dans les domaines, entre autres, de la gestion des incendies, de la protection des espèces menacées, du contrôle de la peste et de la préservation des ressources en eau. Trente-six pour cent des gardes-forestiers sont des femmes. Les communautés comportant des gardes-forestiers actifs font état de résultats positifs en termes de santé et d'éducation, leurs taux de maintien en emploi sont supérieurs à 80 pour cent et des programmes sont développés afin d'engager davantage de femmes, jeunes ou plus âgées. Le programme est considéré comme l'un des programmes indigènes les plus couronnés de succès; il favorise la transmission des histoires, des langues et des valeurs indigènes tout en soutenant les familles et en protégeant le pays.





VAINQUEUR DU PRIX DE BRONZE

**Jordanie: nouvelle stratégie pour les
pâturages de Jordanie (2013/2014).**

Dans la loi islamique, une «hima» est une zone naturelle réservée de manière permanente ou saisonnière pour le bien commun qui ne peut être détenue en propriété privée. Depuis plus de mille quatre cents ans, les himas contribuent à préserver les ressources naturelles et la biodiversité dans la péninsule arabe et les zones attenantes. Les experts considèrent l'hima comme l'institution de conservation traditionnelle indigène la plus répandue et la plus ancienne du Moyen-Orient. Elle intègre les ressources naturelles, la vie communautaire, l'éthique, le bien-être animal et bien plus encore. Elle encourage les communautés à construire leurs propres institutions afin de gérer les pâturages. En cela, le concept d'hima reflète l'approche de restauration des paysages promue à l'échelle mondiale par les principales parties prenantes dans la lutte contre la dégradation des terres.

La communauté des Bani Hashem en Jordanie centrale a identifié 1500 hectares de terres publiques nommés «la dernière zone verte» dans le bassin de la rivière Zarka, une zone qui connaît une industrialisation rapide. Des négociations entre la communauté des Bani Hashem et la Direction pour le développement des pâturages et de la Badia, impliquant le bureau du premier ministre, ont été menées afin d'accorder à la communauté le droit de gérer les terres et pâturages. La communauté des Bani Hashem a créé une loi tribale locale («Meathak Sharaf») visant à faire appliquer le nouveau système de gestion des terres en réduisant les pâturages. Après un an d'activité, l'on observe déjà des résultats positifs pour la biodiversité: la réapparition d'espèces florales indigènes, la régénération d'arbustes et d'herbes et l'enregistrement de 36 espèces de plantes indigènes.





VAINQUEUR DU PRIX DE BRONZE

Niger: initiative 3N «Les Nigériens Nourrissent les Nigériens» – stratégie pour la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement agricole durable (2011-2015, 2016-2021)



Le gouvernement du Niger a développé cette initiative intersectorielle à grande échelle en 2012 pour lutter contre la faim via un processus inclusif et participatif en consultation avec les ministères compétents, le monde universitaire, les experts et la société civile. Jusqu'en 2015, cette initiative a réhabilité 218 219 hectares de terres dégradées (soit 83 pour cent de l'objectif fixé de 260 000 hectares durant le premier programme quinquennal), stabilisé 33 839 km de dunes afin de protéger les infrastructures (soit 52 pour cent de l'objectif fixé), et installé 88 656 km de bandes pare-feu. Le Niger a accompli d'importants progrès dans son combat contre la faim en réduisant la proportion de personnes souffrant de la faim de 50 pour cent depuis 2011.

Sécheresse ne doit plus être synonyme de famine

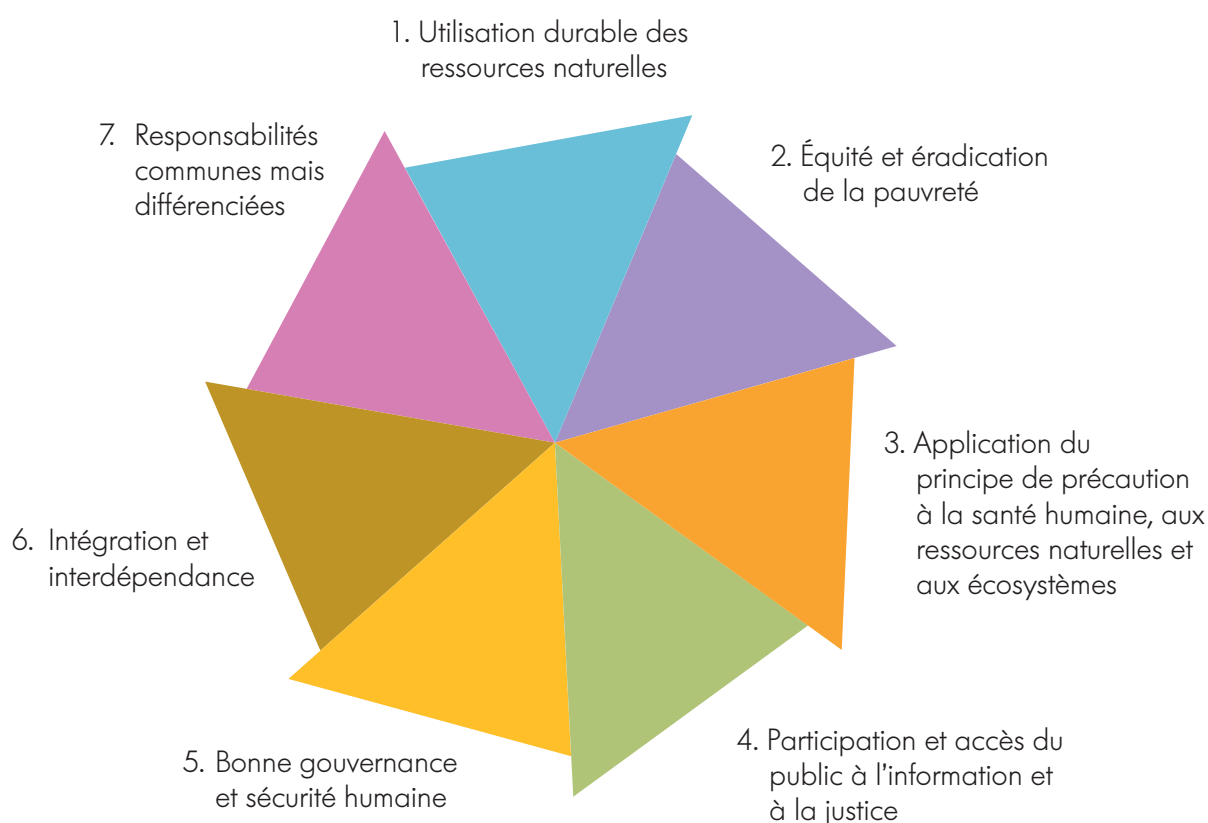
Cette politique porte sur la fertilité des sols par des pratiques agricoles durables - la technique du Zaï visant à creuser des trous pour y concentrer les eaux et les nutriments dérivés du compost en est un exemple. Elle soutient les mesures de contrôle de l'irrigation et de l'érosion, le reboisement et la génération de revenus ainsi que l'intégration sociale de groupes vulnérables, notamment les femmes. Cette initiative a en outre mis en place des mesures transitoires telles que l'aide financière et alimentaire afin de retenir les groupes vulnérables dans les territoires ruraux et de les aider à développer l'agriculture durable. Le premier programme quinquennal (2011-2015) s'est déroulé en trois phases: programme d'urgence (2011-2012), plan d'investissement (2012-2015) et plan d'accélération (2014-2015). Le second programme quinquennal (2016-2021) est actuellement mis en œuvre.

Cadre législatif juste pour les générations futures

Nos «meilleures politiques» sont celles qui satisfont aux principes des lois justes pour les générations futures et qui soutiennent de manière significative des conditions justes pour les générations futures. L'association de droit international a adopté sept principes relatifs au droit du développement durable. Ils sont le résultat de 10 ans de recherche académique et sont considérés comme le «premier projet dans le domaine émergent du droit et de la politique du

développement durable» pour les professionnels en charge de la prise de décision politique et de l'évaluation. La méthodologie de ces sept principes est utilisée en tant que cadre dans l'évaluation de toutes les politiques nominées pour le Future Policy Award.

www.worldfuturecouncil.org/seven-principles-for-future-just-lawmaking



APERÇU DES AUTRES POLITIQUES NOMINÉES POUR LE PRIX

Bhoutan: programme d'action nationale de lutte contre la dégradation des terres (2010, actualisé en 2014)

Avec ce programme, le gouvernement a amené tous les ministères compétents, les organes de gouvernance à tous les niveaux, les donateurs internationaux, la société civile, les entreprises privées et les locaux, en particulier les agriculteurs, à s'impliquer dans les pratiques de gestion durable des terres (Sustainable Land Management - SLM). Jusqu'à présent, le programme a amélioré environ 3 394 hectares de terres vulnérables et soutenu le renforcement des capacités d'environ 1000 employés du gouvernement et de 16 448 agriculteurs, dont 3100 ont adopté les pratiques SLM.

Union Européenne: stratégie thématique en faveur de la protection des sols (2006)

Cette stratégie est la première approche politique axée spécifiquement sur la protection des sols à l'échelle européenne. Elle a été développée en 2001 selon une approche ascendante unique (dite de bottom-up). Cette stratégie exhaustive souligne la nécessité de cette action à tous les niveaux et met en avant le fait qu'elle devrait prendre en compte toutes les fonctions diverses que peuvent exercer les sols, leur variabilité et leur complexité ainsi que la gamme des différents processus de dégradation. En conséquence, la protection des sols a été intégrée dans un certain nombre de politiques, d'importantes actions de recherche ont été réalisées, le public a été sensibilisé et des initiatives ont été lancées à l'échelle mondiale.

Inde: politique nationale de l'agroforesterie (2014)

La première politique nationale complète de l'agroforesterie au monde est un ajout novateur et potentiellement transformateur à la plateforme de développement de l'Inde. Cette politique reconnaît les effets de l'agroforesterie dans la réduction de la pauvreté et dans l'amélioration et la résilience de la productivité agricole. Le gouvernement estime que cette politique aidera à augmenter la superficie dédiée à l'agroforesterie en Inde en passant de 25 à 53 millions d'hectares. Cette politique a bénéficié de l'engagement soutenu, vaste et rapide de parties prenantes. Le gouvernement a débloqué des fonds considérables et poursuit activement les objectifs. Il y a eu une mise en œuvre rapide de la politique au niveau national et local.

Namibie: politique nationale de gestion des pâturages (2012)

Cette politique est axée sur les agriculteurs. Elle fonctionne plutôt avec de «solides principes de gestion des pâturages» qu'avec des règles et des réglementations. Ces principes trouvent leurs origines dans la gestion holistique qui reconnaît la santé des écosystèmes comme la clé de voûte de la gestion des pâturages. La mise en œuvre de cette politique est organisée par des syndicats et des associations d'agriculteurs. Cette politique est solide en matière de participation des parties prenantes; les universitaires la qualifient d'inspirante et des exploitations agricoles de «preuve du concept» émergent dans tout le pays.

Népal: programme de foresterie communautaire; loi sur les forêts (1993), réglementations forestières (1995)

Les lois et réglementations forestières énoncent des dispositions pour la création de forêts communautaires et constituent une avancée en matière de gestion plus démocratique et plus participative des ressources naturelles au Népal. Environ 1,45 million de ménages sont actuellement impliqués dans la foresterie communautaire et plus de 1,8 million d'hectares de forêts communautaires ont vu le jour. De récentes évaluations ont révélé que les forêts communautaires sont en meilleur état que d'autres zones forestières et qu'elles participent au reverdissement de vastes zones, en particulier dans les régions des moyennes montagnes du Népal.

Rwanda: initiative de restauration des paysages forestiers «en interface»(2011)

En 2011, le Rwanda a reçu le Future Policy Award d'or pour sa politique forestière nationale dont l'objectif était d'augmenter la couverture forestière de 30 pour cent d'ici 2020. Cette politique a répondu à nos attentes élevées: en mai 2017, la couverture forestière était de 29,6 pour cent et l'objectif des 30 pour cent devrait être atteint d'ici 2018. La politique forestière nationale a récemment fait l'objet d'un examen approfondi afin de mettre au jour de nouvelles priorités incluant une nouvelle stratégie d'agroforesterie. Dans le cadre de l'Initiative de Restauration des Paysages Forestiers, le Rwanda s'est engagé à restaurer 2 millions d'hectares d'ici 2020, soit plus de trois-quarts de sa superficie totale.

Slovaquie: programme de revitalisation des paysages et de gestion intégrée des bassins versants (2010)

Ce programme est basé sur une approche alternative décentralisée à faible coût relative à la gestion de l'eau. Malgré une courte durée (2010-2012), le programme a réussi à mettre en place plus de 100 petits éléments de rétention d'eau dans 488 villages dans toute la Slovaquie capables de retenir 10 millions de m³ d'eau de pluie par les terres. Ce dernier a réduit les risques d'inondation et de sécheresse dans environ 1000 municipalités au niveau des sections aval des rivières.

Turquie: plan d'action de mobilisation pour le reboisement et la lutte contre l'érosion (2008-2012) issu de la loi n° 4122 sur la mobilisation nationale pour le reboisement et la lutte contre l'érosion

Dans le cadre de ce plan d'action de cinq ans, le gouvernement a amené les organes de gouvernance à tous les niveaux, la société civile, les entreprises privées et les locaux à s'impliquer dans des activités de plantation d'arbres et des travaux de lutte contre l'érosion. La mise en œuvre de ce plan d'action a été fructueuse à grande échelle, le gouvernement a enregistré 2 milliards de semis plantés sur 2,4 millions d'hectares en tout juste cinq ans. Une campagne massive de sensibilisation ayant pour but de convaincre la population de la nécessité de planter des arbres et de l'impliquer dans les tâches à accomplir a fait partie du plan d'action.

LAURÉATS DES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES DU FUTURE POLICY AWARD

2015: DROITS DES ENFANTS

Prix d'or

Loi en faveur des enfants de Zanzibar, République-Unie de Tanzanie, 2011

Prix d'argent

Évaluation du sentiment de responsabilité à l'égard de l'environnement dans le Maryland, États-Unis, 2011

Loi sur l'éducation de base en Finlande, 1998, et politiques globales en matière d'éducation

2014: METTRE FIN AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES

Prix d'or

Réponse communautaire coordonnée à la violence domestique dans la ville de Duluth, 1981, États-Unis

Prix d'argent

Interdiction des mutilations génitales féminines (loi n° 43/96/ADP), Burkina Faso, 1996

Assistance juridique et psychosociale aux victimes de violences lors de procédures judiciaires civiles et pénales, Autriche, 2006

2013: DÉSARMEMENT

Prix d'or

Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco), 1967, Amérique Latine et Caraïbes

Prix d'argent

Programme national de remise volontaire des armes à feu, Argentine, 2006

Zone dénucléarisée, 1987, Nouvelle-Zélande

2012: PROTECTION DES OCÉANS ET DES CÔTES

Prix d'or

Loi sur un refuge marin pour les requins, 2009 et Loi sur le réseau des zones protégées, 2003, Palaos

Prix d'argent

Loi sur les ressources marines, 2000, Namibie

Loi sur le parc naturel du récif de Tubbataha, 2010, Philippines

2011: FORÊTS POUR LES POPULATIONS

Prix d'or

Politique forestière nationale, 2004, Rwanda

Prix d'argent

Politique de foresterie communautaire, initiée en 1995, Gambie

Loi Lacey, amendée en 2008, États-Unis

2010: BIODIVERSITÉ

Prix d'or

Loi sur la biodiversité au Costa Rica, 1998, Costa Rica

Prix d'argent

Loi sur le parc marin de la grande barrière de corail, 1975 et Loi sur la protection de l'environnement et de la biodiversité, 1999, Australie

2009: SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Prix d'or

Programme de sécurité alimentaire de Belo Horizonte, 1993, Brésil

Prix d'argent

Loi de la région toscane sur la protection et la promotion du patrimoine constitué par les races et les variétés de plantes locales présentant de l'intérêt pour l'agriculture, l'élevage et la sylviculture, 2004, Italie

Politique en matière d'agriculture urbaine, Cuba



JURY DU FUTURE POLICY AWARD 2017

- **Monique Barbut**, France, Allemagne. Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), membre du World Future Council.
- **Dr. Marie-Claire Cordonier Segger**, Royaume-Uni, Canada. Directrice générale du centre de droit international du développement durable (CDIDD), chercheuse affiliée au LCIL, université de Cambridge, et membre du World Future Council.
- **Dr. Günay Erpul**, Turquie. Université d'Ankara, faculté d'agriculture, département des sciences du sol et de la nutrition des plantes.
- **Luc Gnacadja**, Bénin. Ancien secrétaire exécutif de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, ancien ministre de l'environnement, de l'habitat et de l'urbanisme et du développement régional au Bénin, membre du World Future Council.
- **Dr. Qi Lu**, Chine. Directeur et scientifique en chef de l'Institut de recherche spécialisé dans la lutte contre la désertification à l'académie des forêts de Chine, secrétaire exécutif du centre national de recherche et de développement spécialisé dans la lutte contre la désertification.
- **Jan McAlpine**, États Unis. Ancienne directrice de la division des Nations Unies sur les forêts et directrice du forum des Nations Unies sur les forêts (FNUN), membre du World Future Council.
- **Cherif Rahmani**, Algérie. Ancien Ministre, ambassadeur des déserts et des terres arides pour la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, président de la fondation des déserts du monde.
- **Antonio Rocha Magalhães**, Brésil. Économiste et ancien président du comité de la science et de la technologie du CNULCD.
- **Jakob von Uexküll**, Suède, Allemagne. Fondateur du World Future Council et du Right Livelihood Award.

Les délibérations du jury et l'élection des politiques gagnantes se sont tenues le 27 juin 2017, date après laquelle le mandat du jury expirait.

RÉFÉRENCES CLÉS ET OUVRAGES RECOMMANDÉS

Ilan Chabay, Martin Frick, Jennifer Helgeson (2016): Land Restoration. Reclaiming Landscapes for a Sustainable Future

- **Australie:** Mackie, K. & Meacheam, D. (2016), Working on country: a case study of unusual environmental programme success, Australasian Journal of Environmental Management, 23:2.
- **Bhoutan:** National Soil Service Center (2011), Sustainable Land Management Project - Working the Land - Documenting the Key Lessons of Sustainable Land Management on Steep to Very Steep Slopes in Bhutan.
- **Brésil:** Fernando Gaiger Silveira, et al (2016), Public policies for rural development and combating poverty in rural areas, International Policy Centre for Inclusive Growth (IPC-IG), UNDP and IFAD.
- **Chine:** Wang, T., (2014), Aeolian desertification and its control in Northern China, International Soil and Water Conservation Research, Vol. 2, No. 4.
- **Ethiopie / Tigré:** IFPRI (2011): Responding to Land Degradation in the Highlands of Tigray, Northern Ethiopia
- **Union Européenne:** Ecologic (2016), Updated Inventory and Assessment of Soil Protection Policy Instruments in EU Member States
- **Inde:** CGIAR (2014), India's New Agroforestry Policy
- **Jordanie:** Herrera, P. et al (2014): The Governance of Rangelands: Collective Action for Sustainable Pastoralism
- **Namibie:** Holistic Management International (2008): Holistic Management® Policy/Project Analysis & Design Manual, Albuquerque
- **Népal:** Yasmi, Y., et al (2016), Forest Tenure Policies in Nepal: Status, Gaps and Way Forward, FAO
- **Niger:** OECD (2009), SWAC Briefing Note. Climate Change in West Africa. Sahelian Adaptation Strategies
- **Turquie:** Republic of Turkey, Ministry of Forestry and Water Affairs (2016): Growing a Green Future. 2 Billion Seedlings in 5 years
- **Slovaquie:** Kravčík, M., et al (2012), After us, the desert and the deluge?

IMPRESSION

Publié par: World Future Council Foundation
Septembre 2017

Sponsors:

- Allemagne, Ministère fédéral de la Coopération économique et du développement
- Direction suisse du développement et de la coopération
- Banque Mondiale
- Fondation Elion

Auteurs: Ina Wilkie, Ingrid Heindorf, Fiona Curtin
Responsabilité légale du contenu: Alexandra Wandel

Maquette: Hofgrafen GmbH

Imprimé sur papier recyclé Nous tenons à remercier chaleureusement tous les experts qui ont mis leur savoir et leur temps à notre disposition pendant le processus d'évaluation, ainsi que les membres du jury. Nous adressons également un grand merci à nos collaborateurs, nos consultants en recherche et les auteurs des candidatures pour leur soutien et leur contribution.

Clause de non-responsabilité: le contenu et les avis exprimés dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement l'avis des organisations qui sont nos partenaires, ni la politique qu'elles mènent.

Pour les références, veuillez écrire à
fpa@worldfuturecouncil.org

Crédits photographiques: Chetan Soni / UNCCD Photo contest 2009, Photo by TerrAfrica Partnership at NEPAD Agency, Cisternas Nas Escolas / ASA, SEE Foundation, Gareth Catt, Chetan Soni / UNCCD Photo contest 2009, 2014 @ Mohammad Asfour, Ibrahim A. Hama/FAO, iStock Photos - Duncan P. Walker, 4 per 1000

WORLD FUTURE COUNCIL

Hambourg (siège)
Lilienstraße 5-9
20095 Hambourg
Allemagne
Téléphone: +49 (0) 40 3070914-0
Fax: +49 (0) 40 3070914-14
Courriel: info@worldfuturecouncil.org

Londres
info.uk@worldfuturecouncil.org
Genève
geneva@worldfuturecouncil.org
Pékin
info.china@worldfuturecouncil.org

Retrouvez-nous en ligne sur:
www.worldfuturecouncil.org
où vous pourrez également vous abonner au bulletin du WFC. Notre base de données des meilleures lois et politiques est à votre disposition à l'adresse:
www.futurepolicy.org

Nous sommes également sur:


 @Good_Policies

 World Future Council

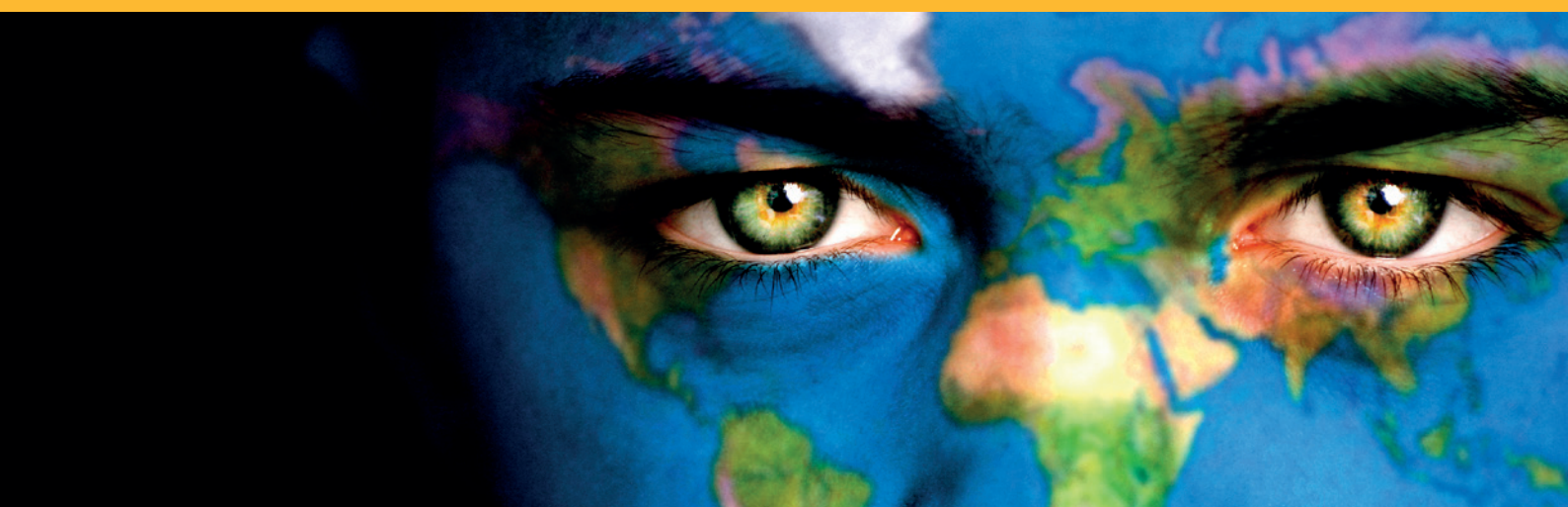
 World Future Council

 wfcinitiative

PARTNER ORGANISATIONS

United Nations Convention to Combat Desertification
www.unccd.int/
 @UNCCD

Green Cross International
www.gcint.org/



LES MEILLEURES POLITIQUES POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Le World Future Council rassemble une cinquantaine d'éminents acteurs de changement à l'échelle internationale parmi lesquels figurent des responsables gouvernementaux et parlementaires ainsi que des représentants de la société civile, du monde universitaire, des affaires et de l'art. Nous œuvrons dans le but de transmettre à nos enfants et petits-enfants une planète saine et des sociétés justes. Nous travaillons pour ce faire à trouver et diffuser des solutions politiques efficaces en faveur de la justice future.

Nous identifions les politiques en faveur de la justice future dans le monde en étroite collaboration avec des organisations internationales, des experts et un réseau parlementaire. Les résultats de cette recherche alimentent ensuite notre travail éducatif en soutenant les décideurs dans la mise en œuvre de bonnes politiques.

Nous aidons à développer et à promouvoir des solutions dans les secteurs:

- du climat, de l'énergie et de l'urbanisme
- de la justice future
- des droits des enfants
- des écosystèmes durables
- de la sécurité alimentaire
- de la finance future
- de la paix et du désarmement

Le World Future Council a été lancé en 2007 par Jakob von Uexküll, fondateur du Prix Nobel alternatif. Fondation indépendante de droit allemand, le World Future Council finance ses activités grâce aux dons. Notre travail n'est pas possible sans le soutien financier continu des donateurs privés et institutionnels.

AIDEZ-NOUS À CRÉER UN MONDE MEILLEUR!

En tant qu'organisation caritative, nous dépendons de votre soutien pour construire un monde durablement juste! Vous pouvez destiner vos dons à une campagne particulière ou soutenir le travail du World Future Council dans son ensemble pour nous aider à poursuivre nos activités.

World Future Council Foundation
GLS Bank Bochum / Allemagne
N° de compte: 200 900 4000
Code banque: 430 609 67
IBAN: DE70 4306 0967 2009 0040 00
BIC/SWIFT: GENODEM1GLS

Dons en ligne
www.worldfuturecouncil.org/donate

Les donateurs américains peuvent soutenir nos activités de manière avantageuse sur le plan fiscal via la Fondation Roi Baudouin États-Unis (King Baudouin Foundation United States - KBFUS). Veuillez consulter la page www.worldfuturecouncil.org/donate pour plus de détails



FUTURE POLICY
AWARD 2017

VOIX DES GÉNÉRATIONS FUTURES

